

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 122
15 janvier 20098 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Francis Marche Mondiale des Femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

1 - Réactions féministes à la guerre en Palestine

- Solidarité aux femmes palestiniennes - MMF France
 - Communiqué d'organisation de paix de femmes en Israël
 - Communiqué IFE - Palestine Assez !
 - Nos voix de Femmes pour la Paix - Femmes Solidaires
 - L'armée sioniste assassine le peuple palestinien - Organisation de Femmes Egalité
 - Ni Putes Ni Soumises
- 2 - Communiqué de « La Paix maintenant »
- 3 - Menaces de mort par un groupe « talibans » sur des fillettes scolarisées de la Vallée de Swat (Pakistan)
- 4 - L'impasse congolaise - Ignorer les violences contre les femmes condamne la paix en RDC
- 5 - Irak : Une communiste et militante des droits des femmes décapitée dans le Kurdistan Iraquien
- 6 - La santé des lesbiennes menacée par l'homophobie
- 7 - Egypte : les Cairototes harassées par le harcèlement
- 8 - Séminaire : Femmes et Conflits
- 9 - Conférence « Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre » : François de Singly
-

MOBILISATIONS

1 - Réactions féministes à la guerre en Palestine

- *MMF France : Lettre de solidarité aux femmes palestinienne* : envoyée à l'Union of Palestinian Women's Committees - Contact de la MMF en Palestine

Nous tenons à exprimer notre profonde indignation devant les frappes meurtrières de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Nous tenons aussi à vous exprimer notre profonde solidarité face aux situations quotidiennes extrêmes vécues par le peuple palestinien, et particulièrement les femmes, tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Les bombardements sur Gaza, et maintenant l'offensive terrestre, sont sans doute la plus grande opération militaire israélienne depuis la guerre des 6 jours de 1967, ils ont déjà fait à ce jour plus de 1.000 morts et des milliers de blessés. Nous savons que la grande majorité des victimes sont des civils, des femmes et des enfants.

La Communauté Européenne a une grande responsabilité dans la pérennisation du conflit, dans l'impunité accordée au Gouvernement Israélien qui ne respecte pas le droit international et

qui bafoue depuis des dizaines d'années les accords et les traités signés, en échange souvent de concession de territoires par les Palestiniens.

Nous, Femmes de la Marche Mondiale des Femmes en France sommes également touchées par l'occultation totale de la situation des femmes palestiniennes dans cette guerre meurtrière. Les conflits et les guerres de libération nationale intègrent uniquement la lutte anti-impérialiste, oubliant qu'il est indispensable de mener de front et simultanément la lutte pour l'égalité et pour la liberté des hommes et des femmes.

Notre solidarité va aussi aux femmes israéliennes qui s'opposent à la politique meurtrière, colonialiste et raciste de leur Etat. Actives au sein des " Femmes en Noir " ou de " Women Watch for Human Rights ", mais aussi dans des associations médicales ou scientifiques, elles n'hésitent pas à s'affronter, à manifester, à faire entendre une voix de protestation face à la destruction de populations entières, à la confiscation des biens et des territoires palestiniens.

La désinformation est terriblement manipulatrice, il est donc très difficile d'aller à l'encontre de l'opinion publique conditionnée par la peur et la haine, le courage pour résister est d'autant plus important.

La seule condition pour assurer la sécurité de l'état d'Israël dans une paix durable est d'accorder enfin au peuple palestinien le droit de vivre libre dans un état viable et indépendant. Les bombardements israéliens et les tirs de roquettes du Hamas doivent cesser immédiatement. Les autorités françaises et européennes doivent exiger de l'état d'Israël de reprendre un véritable processus de négociations qui se concrétisent dans l'action, et d'appliquer toutes les résolutions des Nations-Unies.

C'est pourquoi, femmes de Palestine, d'Israël, de tous les pays d'Europe mais aussi de tous les pays du monde, nous devons exiger de nos états qu'ils arrêtent enfin l'escalade de violence, de domination et de destruction massive qui favorise la montée des intégrismes, au Moyen Orient comme ailleurs.

So-So-So-Solidarité avec les Femmes du monde entier ! -

le 16 janvier 2009

- Communiqué d'organisation de paix de femmes en Israel

Nous, organisations de paix de femmes appartenant un large spectre d'opinions politiques, exigeons la fin des bombardements et autres instruments de mort, et appelons au commencement immédiat de délibérations pour parler de paix et ne pas faire la guerre. La danse de morts et des destructions doit finir. Nous exigeons que la guerre ne soit plus une possibilité, ni la violence une stratégie, ni l'assassinat une alternative. La société que nous voulons en est une dans laquelle chaque personne peut mener une vie en sécurité - personnelle, économique et sociale. Il est évident que le prix le plus élevé est payé par les femmes, et d'autres de la périphérie - géographique, économique, ethnique, sociale et culturelle - qui maintenant, comme toujours sont exclues de la vue du public et du discours dominant. Le temps des femmes c'est maintenant. Nous exigeons que les mots et les actes soient dirigés dans un autre langage.

Signataires : Ahoti- pour Femmes en Israël, Anuar- Leadership des femmes juives et arabe, Artemis- Society Economique pour les femmes, Aswat- Femmes palestiniennes Gay Bat Shalom, Bat Shalom, Coalition des Femmes pour la paix, Empowerment économique pour les femmesfor Women, Feminancy: Collège pour l' Empowerment des femmes, Groupe militant Féministe - Jerusalem, Groupe militant Féministe - Tel Aviv, Commission internationale des femmes: Branche israélienne, Centre Féministe Isha L'Isha- Haifa, Itach: Avocates pour le

Justice sociale, Centre des femmes Kol Ha-Isha- Jérusalem, Centre Mahut - Information, Formation et Emploi des femmes, Mouvement Shin - Représentation égale pour les femmes, Communauté de Soutien - Centre de développement des affaires des femmes, TANDI - Mouvement des femmes démocratiques pour Israël, Tmura: Le centre légal antidiscriminatoire israélien, Université contre le Harcèlement - Tel Aviv, Les femmes et leur corps, Le Parlement des femmes, L'esprit des femmes - Indépendance Financière pour les femmes victimes de violence

- Palestine Assez ! - Initiative Féministe Européenne

La journée la plus sanglante à Gaza en 40 ans, depuis la guerre des six jours. Plus de 300 morts et selon les dirigeants israéliens il ne s'agit que d'un début...

Le militarisme et la violence engendrent la violence. Les féministes ne le savent que trop. Aujourd'hui, la population de Gaza vit dans les ruines, sans nourriture, sans électricité, sans médicaments, sans lien avec le monde et dans des conditions inhumaines..

L'Initiative Féministe Européenne joint sa voix à celle des acteurs de la société civile, des démocrates, des féministes pour une riposte massive et urgente à ce carnage.

Nous demandons l'arrêt immédiat des bombardements israéliens sur Gaza, l'arrêt de toutes les opérations militaires de l'armée israélienne et des forces du Hamas

Nous demandons la levée immédiate du blocus économique de Gaza. Depuis plus d'une année, un demi million de palestiniens sont collectivement punis et privés du minimum vital. L'Union Européenne et les Etats-Unis doivent mettre un terme à la militarisation du Monde, ils portent la responsabilité première d'engager un processus de désarmement global incluant la dissolution de l'OTAN.

Nous demandons que cesse la course aux armements dans toute la zone, et que la paix soit recherchée via des solutions politiques pour lesquelles les féministes, les militants pour les droits humains et les militants pacifistes ont leur mot à dire.

Nous appelons à la réouverture urgente des négociations. Les résolutions des Nations Unies relatives au démantèlement des installations et au retrait israélien des territoires occupés doivent être enfin appliquées.

L'Initiative Féministe Européenne enjoint toutes les forces progressistes et de paix à faire pression sur les gouvernements israélien et palestinien pour l'ouverture d'un espace de dialogue qui permette la reconnaissance de « l'autre » et respecte la résolution UNSCR 1325, donc prévoit pour toutes les parties, une place pour les femmes et les féministes à la table des négociations. Dès maintenant !

Lilian Halls-French - Présidente de l'IFE

- Nos voix de Femmes pour la Paix - communiqué Femmes Solidaires

Depuis la fin d'une trêve précaire entre le Hamas et Israël, des roquettes ont à nouveau terrorisé des villes frontalières de Gaza, et la violence la plus intolérable s'est abattue de façon implacable sur les habitant-e-s de Gaza tuant plus de 660 personnes à ce jour dont de nombreux civils.

La paix semble une de fois plus compromise, mais l'association Femmes solidaires veut encore croire qu'elle est possible et qu'elle reste la seule issue envisageable de cette guerre sans merci pour les femmes et les enfants de cette région.

L'Etat d'Israël doit se montrer responsable et arrêter le massacre qu'il perpétue sur le peuple palestinien enfermé dans cette prison à ciel ouvert de 360 km² qu'est la bande de Gaza. "La

crise humanitaire due à la violence actuelle à Gaza touche en premier les femmes et les enfants", a déclaré lundi à Amman la directrice régionale de l'Unicef, Sigrid Kaag.

Femmes solidaires appelle l'UE et l'ONU à peser de tout leur poids pour rendre sa liberté au peuple palestinien et soulager ses souffrances en stoppant l'offensive terrestre engagée et le blocus de Gaza. Faute de quoi, en plongeant les habitants de Gaza dans la misère, elles participeront une fois de plus à la montée du pouvoir des forces extrémistes religieuses les plus radicales, dont le pouvoir grandissant ne peut amener cette paix propice à l'établissement d'un Etat palestinien démocratique et laïc.

Que les pacifistes fassent entendre leur voix pour exiger de chaque côté l'arrêt des violences, la reconnaissance mutuelle de l'existence prochaine des deux Etats. La Paix ne naît jamais de la violence mais du dialogue. Femmes solidaires appelle à l'arrêt de l'offensive israélienne sur les civil-es palestien-nes et à la reprise des négociations avec la présidence de l'autorité palestinienne.

- L'armée sioniste assassine le peuple palestinien - Organisation de Femmes Egalité

Sanctions contre l'Etat d'Israël, Solidarité avec le peuple de Gaza Depuis le 27 décembre, l'armée israélienne bombarde Gaza faisant plus de 400 morts et des milliers de blessés, détruisant les habitations, les écoles et les hôpitaux. Hier soir, 3 janvier, l'offensive israélienne contre le peuple de Gaza a franchi un nouveau cap par l'entrée des troupes terrestres sur la bande de Gaza.

Nous sommes révoltées par cette guerre d'extermination livrée contre le peuple de Gaza faisant des milliers de victimes parmi les femmes, les enfants, les vieillards palestiniens, parmi la population civile bombardée jusque dans les habitations.

Depuis de nombreuses années, le peuple palestinien subit l'embargo sur les vivres et les médicaments. Depuis de nombreuses années, ce peuple est muré dans une prison à ciel ouvert qui devient de plus en plus un camp de concentration, un lieu clos où l'armée de Tsahal tue et extermine sans qu'aucune réprobation ou sanction de la communauté internationale ne vienne faire cesser ce harcèlement mortel.

Nous étions des milliers hier à manifester en criant « Israël assassin du peuple palestinien », des milliers en France et dans le monde, de Paris à Kaboul en passant par Londres ou Bagdad, jusqu'à Tel Aviv et au nord d'Israël dans la ville de Sakhnin où des milliers de manifestants sont aussi descendus dans les rues pour soutenir le peuple palestinien. Manifestations compactes et combatives, de tous ceux qui refusent de voir comment un peuple est assassiné sous leurs yeux.

Nous sommes aux côtés du peuple palestinien, des femmes et des hommes de Gaza, nous sommes aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui se lèvent aujourd'hui - y compris en Israël - pour exiger l'arrêt de cette agression et des sanctions contre l'Etat d'Israël, exterminateur du peuple palestinien.

Nous appelons chacune et chacun à participer aux manifestations et aux mobilisations de soutien au peuple palestinien, et à toute initiative qui permettra de faire pression sur nos gouvernements pour réclamer des sanctions contre Israël et son isolement sur la scène internationale sur les plans politique, économique et militaire.

Solidarité avec le peuple palestinien de Gaza ! - Paris, le 04 janvier 2009

- Ni Putes Ni Soumises

Le Mouvement Ni Putes Ni Soumises condamne fermement le bombardement d'un bâtiment de l'ONU, d'un immeuble abritant des médias internationaux et de l'hôpital AL-QUDS, où toute

une aile qui contenait la pharmacie a été détruite. Le témoignage d'un médecin français (le docteur Garrigue) en direct sur *France 2* hier décrit une situation humanitaire insoutenable où tout manque : ni eau, ni électricité, ni nourriture. Les hôpitaux sont saturés et ne peuvent plus venir en aide aux milliers de blessés, femmes et enfants, parfois mutilés.

Nous condamnons l'intensification de cette offensive baptisée « plomb durcit » par Tsahal et la démesure de cette attaque par rapport aux capacités de la population à se protéger.

Le Mouvement Ni Putes Ni Soumises, fort de son statut consultatif à l'ONU, représente un interlocuteur privilégié sur la question des femmes notamment dans les zones de conflit. C'est à ce titre que nous entendons peser de tout notre poids auprès des plus hautes instances internationales, afin de dénoncer la situation dramatique des femmes de Gaza.

Le Mouvement Ni Putes Ni Soumises, mobilise l'ensemble des femmes de son réseau « civilisation de femmes en méditerranée » afin de constituer une délégation pour se rendre à Gaza.

Le Mouvement Ni Putes Ni Soumises soutient le rassemblement « Deux peuples, deux états, une paix » initié par « La Paix Maintenant », dimanche 18 janvier à 15h au Mur de la Paix. Nous allumerons des bougies en hommage aux victimes civiles.

2 - Communiqué de « La Paix maintenant »

Face à la guerre à Gaza et à l'accumulation intolérable des victimes civiles palestiniennes, personne ne peut rester indifférent.

Compte tenu des risques de débordements prévisibles, nous n'avions pas encore manifesté notre opinion dans la rue, que ce soit dans les rassemblements communautaires de soutien inconditionnel à la politique israélienne ou pour le soutien à Gaza. Le moment est venu de le faire et de rappeler les principes auxquels nous sommes attachés : celui de la paix entre Israéliens et Palestiniens, mais aussi, en France, ceux de la laïcité républicaine et du vivre ensemble..

Lors de la manifestation du 10 janvier, près du premier cortège regroupant les personnalités, de nombreux slogans de haine ont été proférés. Des militants brandissant des drapeaux du Hezbollah et du Hamas scandaient en arabe « Destruction d'Israël » et « Mort aux juifs ».

Nous sommes horrifiés mais non surpris par de tels débordements, qui se sont déjà produits par le passé. Nous ne faisons pas l'amalgame entre les militants sincères de la cause palestinienne qui cherchaient à exprimer leur douleur, que nous partageons, devant la situation des Gazaouis, et ceux qui appelaient à la haine. Mais nous sommes atterrés par le fait que des organisations et partis se réclamant de la laïcité républicaine se retrouvent aux côtés de la mouvance islamiste la plus dure.

Face aux manifestations unilatérales et aux dérapages inacceptables, il est temps de faire entendre la voix de la raison et de manifester pour les DEUX peuples.

Depuis des années, nous défendons le principe d'une paix négociée entre Israéliens et Palestiniens. L'Initiative de Genève en avait tracé la voie. Celle de la Ligue arabe, validée par l'immense majorité des pays arabes, prouve qu'un accord entre Israël et le monde arabe est aujourd'hui possible.

En conséquence, La Paix Maintenant appelle à un rassemblement silencieux dimanche 18 janvier à 15 h devant le Mur de La Paix, face à l'Ecole militaire à Paris sous le mot d'ordre : Deux peuples, Deux Etats, Une Paix

Nous nous adressons à la communauté internationale afin qu'elle intervienne pour :

- Imposer un cessez-le-feu immédiat entre Israël et le Hamas, qui mette fin aux opérations militaires israéliennes et aux tirs de roquettes du Hamas et qui garantisse la sécurité des populations israélienne et palestinienne
- Demander à l'Égypte et Israël la levée du blocus de Gaza, tout en empêchant la contrebande d'armes vers Gaza
- Accélérer la reprise des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne en vue d'aboutir à un accord global et définitif, acceptable par les deux peuples.

3 - Menaces de mort par un groupe « talibans » sur des fillettes scolarisées de la Vallée de Swat (Pakistan)

Lettre à Madame Asma ANISA, Ambassadrice du Pakistan en France. A signer sur le mail : monique.dental@orange.fr. Liste en fin de texte. Ont aussi signé de nombreuses personnalités et individu-es. Une demande de rendez-vous a été demandée.

Madame l'Ambassadeur, Vous n'êtes pas sans savoir que des menaces de mort ont été publiquement proférées par M. Shah Durran, chef religieux local, lié au « mouvement des talibans pakistanais », dans la région de Swat, à l'encontre des filles et fillettes qui braveraient son « interdiction » de se rendre à l'école pour y recevoir l'éducation due à tous les enfants des pays du monde. Il a également menacé de faire exploser les établissements scolaires de ce district s'ils continuaient à accueillir et à dispenser leur enseignement à des fillettes et des jeunes filles.

Cet ultimatum criminel, fixé au 15 janvier 2009, nous amène à poser de toute urgence diverses questions au gouvernement pakistanais que vous représentez en France :

Quelles dispositions le gouvernement pakistanais a-t-il mis en place afin de combattre cette intolérance - hors du temps, de la justice et de la raison - excluant la moitié d'une population - sa part féminine - du droit à l'éducation et à la connaissance, ce en violation des Conventions internationales sur les droits humains fondamentaux (le Pakistan est en particulier signataire de la Convention CEDAW**) et des Conventions internationales sur les Droits de l'Enfant ?

Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pakistanais pour rechercher et mettre hors d'état de nuire ces criminels de droit commun dont nous connaissons jusque dans nos contrées le nom du « chef » et la localisation qui ont (par une impunité très inquiétante) encore franchi un palier dans leur emprise sur une région de votre pays, en terrorisant des familles vivant au Pakistan et en menaçant de mort leurs filles si celles-ci (ou leurs familles) souhaitaient poursuivre leur scolarisation ?

A ce propos, nous souhaitons connaître le déploiement policier mis en œuvre dans votre pays après la destruction par cette bande organisée de plus de 250 écoles (ce qui n'a pas dû se faire en quelques jours) dans cette région pakistanaise ?

Enfin, pourriez-vous nous décrire précisément les moyens déployés par le gouvernement pakistanais pour protéger ces enfants mortellement menacés ? Le temps presse, Madame l'Ambassadeur. Dès ce 15 janvier 2009, ces dangereux individus peuvent mettre leurs menaces à exécution : agresser et tuer des fillettes de votre pays.

Nous, femmes et organisations féministes, signataires de cette lettre, exigeons de votre Ambassade une réponse rapide et détaillée sur les mesures de coercition mises en place par votre pays à l'encontre de ces lâches criminels et sur les dispositifs de protection des familles et des enfants en danger.

Vigilantes aux côtés des organisations nationales, européennes, onusiennes et internationales, préoccupées comme nous, du sort de ces fillettes et de leurs familles, nous sommes

soucieuses du respect des droits humains fondamentaux et de la sécurité des personnes quels que soient leur genre, leur pays ou leurs croyances ; nous attendons vos précisions.

Et dans cette attente, recevez, Madame l'Ambassadeur, nos salutations particulièrement distinguées.

Associations signataires : AFEMCI (Femmes Euro-méditerranéennes contre les Intégrismes) ; Africa 93, CADAC (Coordination Nationale des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception) ; CNDF (Collectif National pour les Droits des Femmes) ; Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures » ; Commission nationale Droits des femmes/féminisme du PCF ; FEM (Féministes-Ecologistes-Mixité) ; Femmes Solidaires ; IFE-EFI (Initiative Féministe pour une Autre Europe) ; LEA (Laïcité-Ecologie-Association) ; Le CERF (Cercle d'Etudes de Réformes Féministes) ; Les Insoumises ; Ligue du Droit des Femmes (Association fondée par Simone de Beauvoir) ; Marche Mondiale des Femmes Contre les Violences et la Pauvreté-France ; Regards de Femmes ; Réseau Féministe « Ruptures ; SOS Sexisme...

Signatures à : monique.dental@orange.fr

TEXTES

4 - L'impasse congolaise - Ignorer les violences contre les femmes condamne la paix en RDC

Mélanie Coutu et Sandra Le Courtois - Chercheuses à l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQÀM

Quelques 1100 viols par mois, un total de 13 247 cas seulement pour l'année 2007. Voilà les données officielles dévoilées par la MONUC (Mission des Nations unies en République démocratique du Congo) au sujet des violences sexuelles en RDC. Et, depuis la reprise des hostilités dans le Nord-Kivu en août dernier, ces chiffres ont décuplé.

L'organisation est aujourd'hui montrée du doigt pour ne pas avoir réussi à assurer la mise en place d'une paix durable en RDC. Mais l'échec de la MONUC à mettre un terme aux violences sexuelles dans le conflit congolais témoigne d'un malaise plus profond, celui d'avoir échoué à comprendre et à véritablement intégrer les problématiques spécifiques aux femmes congolaises. Alors que celles-ci devraient être aux premières loges du processus de paix et de reconstruction de la société, le conflit en RDC a contribué à exacerber les discriminations qu'elles vivent. Et malheureusement, les acteurs de la MONUC n'ont pas su y remédier. Pire, certains s'en sont fait complices.

La précarité économique comme porte d'entrée des abus vécus par les femmes

Au-delà même de la gravité et de l'incroyable cruauté des crimes sexuels commis à l'encontre des femmes et utilisés comme arme de guerre dans le conflit congolais, la précarité économique des femmes est un autre des abus qu'elles subissent. Selon l'ONG Save the Children UK, les femmes composent de 30 à 40 % des effectifs des belligérants. Un certain nombre de Congolaises se joignent aux troupes de leur plein gré, mais la majorité d'entre elles le font afin de subvenir à leurs besoins. Elles y jouent alors des rôles différents: logistiques (productrices de denrées alimentaires, travail domestique, assistance médicale), militaires (combattantes, espionnes, messagères, gardes du corps) ou esclaves sexuelles. Peu importe leur rôle ou leur statut au sein du groupe, la majorité d'entre elles subiront une forme d'abus sexuel.

Quand les soldats de la paix commettent les abus

Le déploiement de la MONUC, en 1999, et l'établissement d'une paix chancelante n'ont pas résolu la question de la précarité économique des femmes. Dès 2004, devant un nombre grandissant d'allégations d'exploitation et d'abus et sexuels, les Nations unies ont dû se rendre à l'évidence: les violences sexuelles ne sont plus le monopole des groupes armés, de la police ou des militaires congolais. Elles sont également commises par certains membres du personnel de la MONUC. Pour de l'argent, de la nourriture ou un emploi, il existe, autour du personnel de la MONUC, un véritable marché de faveurs sexuelles.

L'attitude équivoque des Nations unies

Les Nations unies ont su reconnaître le caractère inadmissible de ces abus, dès leurs premiers échos. L'instauration d'une politique de tolérance zéro et d'une série de mesures répressives mettent en évidence la réelle volonté d'enrayer cette réalité peu reluisante du maintien de la paix. Néanmoins, l'attitude des Nations unies demeure ambiguë. D'un côté, il y a une dénonciation vigoureuse de ces abus. De l'autre, l'organisation onusienne se réfugie derrière la présence des pays fournisseurs de contingents à sanctionner leurs soldats (ce qu'ils ne font à peu près pas). Ainsi, dans un contexte tel celui de la RDC où les infrastructures légales et juridiques n'ont pas encore été complètement rétablies, le climat d'impunité qui règne permet d'expliquer que certains membres du personnel de la MONUC se soient adonnés à des actes délictueux.

Les femmes-parias et la faillite du processus de paix

Dans le cadre de son mandat d'appui au Programme national de Désarmement, Démobilisation et Ré-intégration, la MONUC mène des négociations auprès des différents chefs de groupes armés afin de démobiliser les combattants en vue de leur réinsertion sociale. Mais dans ce processus, les femmes-combattantes sont pratiquement absentes (entre 2004 et 2008, seules 2 600 femmes ont été démobilisées contre 102 000 hommes). Leur sous-représentation s'explique d'abord par le fait que les femmes-combattantes sont rarement perçues comme des actrices du conflit. Ensuite, parce que les opérations de paix en général, et la MONUC en particulier, peinent à comprendre le rôle particulier des femmes dans la société hôte d'une mission de paix et les raisons qui expliquent la discrimination qu'elles vivent au quotidien. Enfin, parce que les femmes, pilier de leur communauté, sont souvent ostracisées par leur collectivité dès qu'elles ont fait partie d'un groupe armé ou qu'elles ont été victimes de violences sexuelles. Plusieurs s'exileront vers les centres urbains, où il devient presque impossible de les rejoindre. Elles seront alors amenées à se tourner vers des moyens de survie tels que vendre leur corps au personnel des Nations unies ou rejoindre des factions armées.

Les Nations unies, notamment par l'adoption des résolutions 1325 et 1820, démontrent une préoccupation manifeste à ce que les femmes fassent partie intégrante de toutes les étapes du processus de paix. Cependant, les allégations d'abus sexuels par du personnel des Nations unies ainsi que le traitement réservé aux femmes-combattantes mettent en évidence une incompréhension fondamentale des réalités qui affectent les femmes congolaises. Les discriminations vécues par celles-ci, en temps de paix, devraient nous fournir des indications précieuses sur les moyens à mettre de l'avant pour briser le cercle des violences et des abus dont les Congolaises font les frais en temps de conflit.

5 - Irak : Une communiste et militante des droits des femmes décapitée dans le Kurdistan Iraquien

Nahla Hussain, militante des droits des femmes, leader de la ligue des femmes du parti communiste Kurde et mère de deux enfants, a été décapitée chez elle à Kirkuk dans le nord de l'Iraq. Elle était seule chez elle au moment de sa mort. D'après la police, des hommes non identifiés sont entrés chez elle dans la nuit de vendredi mais les circonstances qui ont suivi l'attaque restent inconnues..

Toutefois, les violences envers les femmes qui ne respectent pas les lois islamiques et les codes vestimentaires sont devenues un phénomène banal en Iraq. Militants des droits des femmes, laïques et communistes sont tous sous la menace constante de différents groupes rétrogrades dont les islamistes. Dans le contexte de la société Iraquienne, les circonstances qui ont conduit à la mort de Nahla Hussain sont en réalité très bien connues. Tout récemment, la loi de la charia est devenue loi officielle au Kurdistan. De plus, depuis que les Américains ont lancé l'attaque en Irak, déclenchant ainsi terrorisme islamiste et violences tribales, les femmes sont victimes de violence et du terrorisme. Nahla Hussain a été sauvagement assassinée à cause de ses convictions et de ses activités politiques : c'est un fait avéré. Elle est une victime du sexisme et des forces réactionnaires.

Ce meurtre brutal doit être condamné par toutes les organisations progressistes, éprises de liberté et défendant les droits des femmes. Nous demandons avec vigueur l'arrestation et la condamnation des meurtriers par le gouvernement du Kurdistan Iraquien. En créant un Etat islamique et en faisant régner lois tribales et islamiques, ce gouvernement réactionnaire a créé un véritable paradis pour les islamistes et toutes les forces réactionnaires. Les femmes sont devenues les cibles désignées de ces forces. Ce sont donc ces conditions qui ont abouti au meurtre de Nahla Hussain ainsi qu'au meurtre et à la mutilation de centaines d'autres femmes. Nous devons mettre un terme à ces actes inhumains et sanglants en Iraq.

Azar Majedi - President of Organisation for Women's Liberation-Iran - Member of coordination committee of European Feminist Initiative

6 - La santé des lesbiennes menacée par l'homophobie

La discrimination directe ou insidieuse touche de plein fouet la santé des femmes lesbiennes et bisexuelles. Des militantes du monde entier ont fait le point à Genève.

Cela fait à peine quinze ans que l'Organisation mondiale de la santé a retiré l'homosexualité de sa liste des troubles mentaux. Et depuis, aucune étude n'a été menée par l'organisme des Nations Unies sur les problèmes spécifiques rencontrés par les lesbiennes et bisexuelles en matière de santé.

Ces dernières s'en sont chargées elles-mêmes et ont rendu publique leur étude internationale [1], la première du genre, à l'occasion de la 23^e conférence mondiale de l'Association internationale des gays et lesbiennes (ILGA), qui s'est tenue tout au long de la semaine dernière à Genève. Un événement qui, mercredi, a réuni une centaine de femmes du monde entier sur ce thème.

La Namibienne Linda Baumann -une des seules lesbiennes déclarée dans son pays- a ouvert le bal des témoignages: «L'intolérance, la discrimination à l'école et au travail, les mariages forcés et le manque d'espace pour nous exprimer conduit à l'abus d'alcool, de drogue et amène parfois jusqu'au suicide.»

Une situation comparable en Chine, où Bin Xu, une militante de l'organisation Common language, a mené une étude statistique approfondie: «37% des lesbiennes de notre échantillon ont tenté de se suicider», précise-t-elle. Dans les pays du Nord, les mêmes processus sont à l'œuvre, ont assuré plusieurs intervenantes. «Notre grand problème, c'est l'isolement, le manque

d'auto-estime, ce qui conduit à des comportements addictifs», a expliqué une militante genevoise.

Les lesbiennes vont aussi moins chez le médecin ou le gynécologue. Plusieurs raisons à cela: la peur du regard discriminant des professionnels de la santé, l'incompréhension, voire la simple ignorance: «Un gynéco va généralement présumer que sa patiente est hétéro. Si elle n'ose pas s'affirmer, elle ne recevra pas les bons conseils. Si elle le fait, certains gynécos penseront qu'elle n'a pas besoin d'un suivi régulier», explique Rina Nissim, membre de l'association Lestime, de Genève.

Et pourtant, pour toutes ces raisons, les femmes lesbiennes sont plus exposées à des maladies que les autres, en particulier au cancer du sein: 8,4% chez les lesbiennes, contre 4,9% chez les hétérosexuelles, précise Cheryl Dobinson, du centre de santé Sherbourne au Canada.

Autre grave cause de trouble: la violence physique engendrée par l'homophobie. Parmi ses pires formes figure le curative rape («viol curatif»), monnaie courante dans certains pays: c'est une pratique du viol qui repose sur la fausse croyance qu'une lesbienne pourrait être «guérie» par un rapport forcé avec un homme. Elle entraîne des lésions physiques et psychiques graves et augmente la probabilité de transmission du sida. D'autant que la propagation du virus entre femmes est possible, même si l'exposition est moindre qu'entre couples hétérosexuels ou gay. Un risque souvent minimisé par les lesbiennes, qui sont en général peu informées(..)

L'information est donc la première priorité des militantes, qu'elle soit destinée à la population en général, aux professionnels de la santé, ou aux lesbiennes elles-mêmes. Mais au-delà, «le véritable défi est un changement culturel», conclut Gloria Careaga, professeur à l'Université autonome de Mexico.

Le Courrier, Lundi 03 Avril 2006, C. Koessler

7 - Egypte : les Cairotes harassées par le harcèlement - Claude Guibal - correspondante Libé

C'était l'été et Noha Rushdie marchait dans la rue. A hauteur d'un minibus, la jeune femme a vu le bras du chauffeur passer par la fenêtre et lui empoigner violemment les seins. Sans être banale, la scène est loin d'être exceptionnelle. C'est même une triste réalité pour une majorité des femmes qui vivent au Caire et l'ont au moins vécu une fois. D'ordinaire, elles explosent de colère, sans pouvoir faire plus. Noha Rushdie, elle, ne s'est pas arrêtée là. Cette réalisatrice, âgée de 27 ans, a forcé le conducteur à sortir, et l'a forcé à se rendre au commissariat voisin. Il y a quelques semaines, Sherif Gomaa, 28 ans, est ainsi devenu le premier homme à être condamné pour harcèlement sexuel en Egypte. Trois ans de travaux forcés, une peine pour l'exemple qui a sidéré le pays.

«A la maison». Pour le Centre égyptien des droits de la femme, ce verdict est un pas important. L'été dernier, il publiait un rapport indiquant que 83 % des femmes égyptiennes se disent victimes de harcèlement sexuel dans la rue. L'ONG s'est lancée dans une campagne médiatique après un fait divers qui a suscité la polémique en 2006. Lors d'un jour férié, une foule d'hommes surexcités avaient attaqué sans distinction des femmes circulant en ville. «Voilées ou pas, vieilles ou jeunes, ils leur ont sauté dessus en essayant de les toucher partout», ont rapporté des témoins à Libération. Ce ne sont pas tant les faits eux-mêmes, pas spécifiques à l'Egypte, qui ont provoqué le scandale, que l'absence de réaction de la police et des autorités, dans un pays où le moindre mouvement de foule est d'ordinaire sévèrement

réprimé. Le scandale a pris de l'ampleur quand le ministère de l'Intérieur a violemment nié que l'incident ait pu avoir lieu, accusant des blogueurs qui avaient dénoncé les faits, films à l'appui, de chercher à nuire à la stabilité du pays. Un crime relevant de la loi d'urgence.

La polémique a mis en évidence un courant ultraconservateur en pleine expansion dans la société. «Ces femmes qui traînent dans la rue, elles le cherchent, non ? » note Ahmed Zayed, vendeur dans une pharmacie. Cet homme de 25 ans estime que la place des femmes est « à la maison». Partisan des cafés «pour femmes seulement», qui commencent à voir le jour dans la capitale, il est interloqué quand on lui demande s'il se sent proche des Frères musulmans. «Je suis moderne, et religieux sans excès. Je dis ça pour leur bien : les femmes doivent être mises à l'écart de la violence de la société.»

Dans une interview récente au journal Al-Ahram, la première dame d'Egypte, Suzanne Mubarak, d'ordinaire promotrice des droits de la femme, a consterné les féministes en accusant les médias et les islamistes d'exagérer l'importance réelle du harcèlement. «Elle ne met jamais les pieds dans la rue, comment pourrait-elle savoir ce que nous vivons ?» s'interroge Fatma Mohamed.

Cette étudiante en lettres est furieuse contre la campagne qui fait fureur sur le Web : une photo montrant deux sucettes, l'une avec son emballage, l'autre sans et couverte de mouches. Au dessus, un slogan : «Voile ta sucette». Le message est clair : pour ne pas être importunée, sois décente. Fatma est voilée. Ça ne l'empêche pas d'avoir droit, quasi-quotidiennement, aux sifflets et aux réflexions de nature sexuelle. «Les voilées sont agressées autant que les autres», souligne la militante Engy Ghazlan, qui voit dans le harcèlement le signe d'une frustration intense. Sexuelle, avec la radicalisation religieuse et le coût exorbitant du mariage, qui a fait reculer l'âge des unions. Mais la frustration est aussi économique, avec un taux de chômage dépassant les 20 % : « Certains voient les femmes comme des menaces pour leurs emplois », reprend-elle.

Stigmatisées. Selon Irin, l'agence d'information des Nations unies, il y aurait 55 viols par jour en Egypte. Ils ne font quasiment jamais l'objet de plaintes, tant les victimes se sentent coupables et ont peur d'être stigmatisées par leur entourage et la société. En menant à bout son combat judiciaire, Noha Rushdie a contribué à la prise en compte du problème. Les autorités se sont même senties obligées de réagir en arrêtant, il y a peu, 400 adolescents au Caire pour «comportement indécent» envers les passantes. Noha, elle, fait à nouveau les titres des journaux, bien malgré elle. Son avocate a récemment déclaré regretter de l'avoir défendue et l'accuse d'avoir un passeport israélien. Un « crime » suffisant en Egypte pour jeter le discrédit sur elle et sa cause.

COLLOQUES - DÉBATS - RÉUNIONS

8 - Séminaire : Femmes et Conflits

Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne (Paris), CRPS, Sorbonne, Salle H604, entrée par le 14 rue Cujas, Paris Vème

Mardi 20 janvier à 17h : séance consacrée aux goulags de l'URSS et la Seconde Guerre mondiale ; Intervenante : Anne Brunswic - chercheure, grande voyageuse et écrivain ; Camille Fauroux - chercheure, future agrégée d'histoire, Paris I.

La prochaine séance, mardi 10 février, aura comme thème les femmes dans la problématique Israël/Palestine. Parmi les intervenantes, Valérie Pouzol de l'EPHE, auteure de "Clandestines de la paix , Femmes israéliennes et palestiniennes dans le conflit israélo-arabe"

Séminaires de recherche organisé par Jane Freedman (CRPS, Université Paris 1) et Carol Mann (CEDREF, Université de Paris 7 et SOAS, University of London).

Objectif du séminaire : Les recherches sur les « nouvelles guerres » ont souligné des transformations importantes dans les configurations des conflits à l'échelle mondiale, transformations qui brouillent les distinctions entre militaires et civils, combattants et victimes. Les rapports sociaux de sexe, et les rôles des hommes et des femmes se trouvent aussi en cours d'évolution et de transformation. Ce séminaire cherche à s'interroger sur le rôle des femmes dans les conflits, : les femmes comme victimes mais aussi comme combattantes et résistantes civiles, tant dans l'histoire qu'aujourd'hui. Le monde de l'arrière, de la survie au quotidien, la reconstruction civile sont des domaines à explorer. Nous cherchons à comprendre l'évolution des relations entre hommes et femmes dans les conflits, les formes de violence sexo-spécifique, les représentations et constructions des normes de genre dans des situations de conflit. Les rôles des femmes dans les guerres internationales, mais aussi dans les guerres civiles, les conflits nationalistes, ethniques ou religieux seront abordés. Ces questions seront abordées par des recherches en sociologie, anthropologie et science politique, mais aussi par des recherches historiques. Les considérations de genre dans la pratique humanitaire en guerre et post-conflit feront également partie de cette réflexion.

Format des rencontres : Ce séminaire est ouvert à ceux et celles qui s'intéressent au sujet, chercheur(e) s ou non. Deux à trois interventions sont prévues chaque fois. Dépendant de l'intérêt des participant(e) s, une séance en juillet pourrait être programmée. Le séminaire reprendra à la rentrée et un colloque est en préparation. Une place importante sera laissée à la discussion, à des commentaires de lectures, de films et de l'actualité afin de continuellement élargir le débat sur ce sujet peu exploré en France.

9 - Conférence « Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre » : François de Singly

L'Institut Émilie du Châtelet a le plaisir de vous inviter à la prochaine séance de son cycle de conférences : « Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre » le samedi 17 janvier de 14h à 16h, Jardin des Plantes, Auditorium de la Grande galerie de l'évolution

M° Austerlitz, Monge, Censier ou Jussieu

Cette séance est consacrée à François de Singly. Sociologue, professeur à l'Université de Paris Descartes, directeur du Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS, UMR CNRS-Paris Descartes). Il dirige plusieurs collections aux éditions Armand Colin : « Individu et société », « Sociétales », « 128-Sciences sociales ». Il est également membre du comité de rédaction de la revue franco-québécoise Lien social et politiques. Son oeuvre porte sur les rapports de couple hétérosexuel, en particulier sur le destin de la femme dans la vie conjugale, et, plus généralement, sur une sociologie de l'individu et du processus d'individualisation.

Après son premier livre, Fortune et infortune de la femme mariée (1987), toujours réédité, il a poursuivi l'analyse du genre dans L'injustice ménagère (2007). D'autres livres proposent une analyse des changements de la famille et dans la famille : La famille : l'état des savoirs (1991), Sociologie de la famille contemporaine (1993, nouvelle éd., 2007), La famille, affaire privée, affaire d'Etat (1991), Le Soi, le couple et la famille (1996), Libres ensemble (2000). Une troisième série porte sur « la société des individus », avec L'individualisme est un humanisme (2005), Les uns avec les autres (2003), Les adonassants (2006), Politiques de l'individualisme (2005). Ses ouvrages d'importance internationale ont été traduits en allemand, grec, tchèque, italien, portugais, coréen, anglais.